



Chères et chers ami.e.s et proches,

Voilà cinq mois qu'Emma et Gaëtan ont commencé leur aventure à Gulu, au nord de l'Ouganda. **Il est grand temps de prendre des nouvelles.**

Forte de son expérience auprès de *HANDLE*, Emma explique dans un brillant article le lien qui existe entre un statut HIV positif et le risque d'être victime de violence basée sur le genre. Puis, Gaëtan raconte avec un brin d'humour sa découverte de l'univers carcéral Ougandais.

Bonne lecture !

VIH et violences sexuelles et basées sur le genre

Article écrit par Emma, 12 août 2018



Avertissement : contient des informations explicites sur les pratiques de violences sexuelles et basées sur le genre

Quatre mois ont déjà passé depuis mon arrivée impromptue à Gulu pour travailler auprès d'HANDLE Uganda. J'ai eu du temps pour m'intégrer dans l'équipe, apprendre de mes collègues et participer à des activités sur le terrain en lien avec le projet de lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre (ci-après VSBG), une cause qui me passionne profondément et pour laquelle je suis ravie de m'engager.

J'en ai beaucoup appris sur la situation d'après-conflit et les effets dévastateurs de la guerre dont on peine à prendre toute la mesure. Plus spécifiquement, j'ai élargi mes connaissances sur la nature de la VSBG et sur les facteurs à prendre en compte lors d'interventions auprès de communautés affectées par la guerre, facteurs qui complexifient encore plus une situation déjà particulièrement absconse.

Le virus du sida, ou VIH, fait partie de ces facteurs. Un manque flagrant d'éducation sur la question persiste, notamment en termes de dépistage et de transmission de la maladie. L'Organisation Mondiale de la Santé a démontré le lien direct entre le risque d'être victime de VSBG et un statut HIV positif[1]. Une étude a montré que le refus des femmes d'avoir une relation sexuelle est une des causes principales de violence domestique perpétrée par les hommes à l'encontre de leur partenaire[2]. Dans cette étude, les femmes ont indiqué refuser des relations sexuelles car elles soupçonnaient que leur partenaire soit infecté par le virus. En effet, les femmes qui pensent que leur partenaire puisse être infecté sont trois fois plus exposées à des violences domestiques que celles qui pensent que ce n'est pas le cas. De surcroit, les jeunes femmes elles-mêmes infectées sont jusqu'à dix fois plus à risque d'être victimes de VSBG[3].

L'infidélité est la principale cause de VSBG entre partenaires intimes citée par les victimes et les auteurs de ces violences. Lorsque les femmes refusent d'avoir une relation sexuelle, leur partenaire suspecte que celles-ci les ont sans doute trompés et les violences s'ensuivent.

La stigmatisation persistante à l'égard des individus infectés par le VIH est particulièrement dangereuse pour les femmes, qui en sont les principales victimes. Après l'arrivée massive d'ONG au début des années 2000 faisant campagne pour

sensibiliser la population aux risques de contracter le virus, les connaissances accrues quant à la maladie sont allées de pair avec une peur croissante de la contracter. En conséquence, les femmes infectées courent le risque d'être isolées socialement et rejetées par leur famille. La peur de la stigmatisation a donc généré une crainte de passer un test de dépistage, conduisant à une augmentation des chances de transmission de la maladie. Les femmes en particulier sont victimes de cette stigmatisation qui prend souvent la forme d'une interdiction d'être propriétaire d'un terrain en cas d'infection par le VIH[4]. Cela augmente encore les risques d'être victimes de violence et les pousse à la prostitution pour survivre[5].

Les femmes font aussi face à un double-standard en matière d'infidélité. Dans une société où la polygamie est largement pratiquée et acceptée par les hommes, les femmes n'ont pas les mêmes privilèges et sont exposées à des violences de toutes sortes de la part de leur mari si ceux-ci les suspectent d'avoir des relations extra-conjugales.

Concernant la VSBG et sa relation avec le VIH, je souhaite exposer un cas récent qui m'a été décrit lors d'une discussion avec une avocate locale. Elle m'a raconté le cas d'une cliente qui est venue dans son bureau pour obtenir des conseils légaux concernant les violences perpétrées à son égard par son mari. Elle était accompagnée d'une amie, mais, dès son arrivée, restait silencieuse et refusait de parler. Il y avait d'autres victimes de SGBV dans le bureau et l'avocate réalisa rapidement que sa cliente n'était pas à l'aise d'en parler devant d'autres personnes, par peur de possibles représailles. L'avocate l'a alors prise à part dans une autre pièce pour parler en privé. Après un moment et quelques encouragements, la femme a commencé à raconter son histoire.

Son mari abusait d'elle depuis une longue période. Elle cuisinait généralement ses repas à l'aide d'un four fonctionnant au charbon, laissant les braises se consumer lentement de manière à garder la nourriture au chaud puisque son mari rentrait en général tard. Il arrivait donc tard le soir, souvent ivre, mangeait son souper et s'engageait ensuite dans une relation sexuelle avec sa femme. Avant ça, il se saisissait du charbon encore ardent pour brûler les parties génitales de son épouse, croyant que cela permettait d'éviter qu'elle ne lui transmette le sida, un statut par ailleurs suspecté

mais jamais confirmé médicalement. Son mari a procédé à ce terrible rituel de manière quasi quotidienne durant plus de 9 ans.

C'est un cas spécialement macabre et extrême de mutilations génitales féminines (MGF) et de viol qui diffère de la conception classique que l'on se fait des MGF, plutôt associées à une preuve de pureté sexuelle. On n'entend pas parler de ces cas car les médias ne s'y intéressent pas. Cela pointe vers de nombreux problèmes en lien avec la prolifération de VSBG dans la région, plus spécifiquement du manque de connaissance entourant le VIH et de la peur de la stigmatisation.

C'est pourquoi une partie importante de l'éducation en matière de SGBV que HANDLE offre aux femmes des groupes d'épargne et aux Role Model Men ([en savoir plus sur ces projets](#)) inclut une sensibilisation aux rôles des partenaires pour promouvoir une bonne santé sexuelle et au planning familial, ainsi que sur la réalité liées au VIH, l'importance de passer un test de dépistage et les traitements possibles. L'éducation quant aux pratiques sexuelles sûres est importante pour apprendre aux gens que ceux qui souffrent du VIH/sida peuvent eux-aussi profiter de la vie. Il est aussi crucial de parler de HIV afin de combattre la stigmatisation et les formes de discrimination qui l'accompagnent, contribuant à la VSBG dans la région et au-delà.

[1] Ahikire J., and Mwiine A. A., (2014) Addressing the links between gender-based violence and HIV in the Great Lakes region, *Uganda Country Report*, UNESCO 2014.

[2] Koenig, M., Lutalo, T., Zhao, F., Nalugoda, F., Wabwire-Mangen, F., Kiwanuka, N., Wagman, J., Serwadda, D., Wawer, M., Gray, R. (2003). Domestic violence in rural Uganda: evidence from a community-based study. *Bulletin of the World Health Organization*. 81 (1).

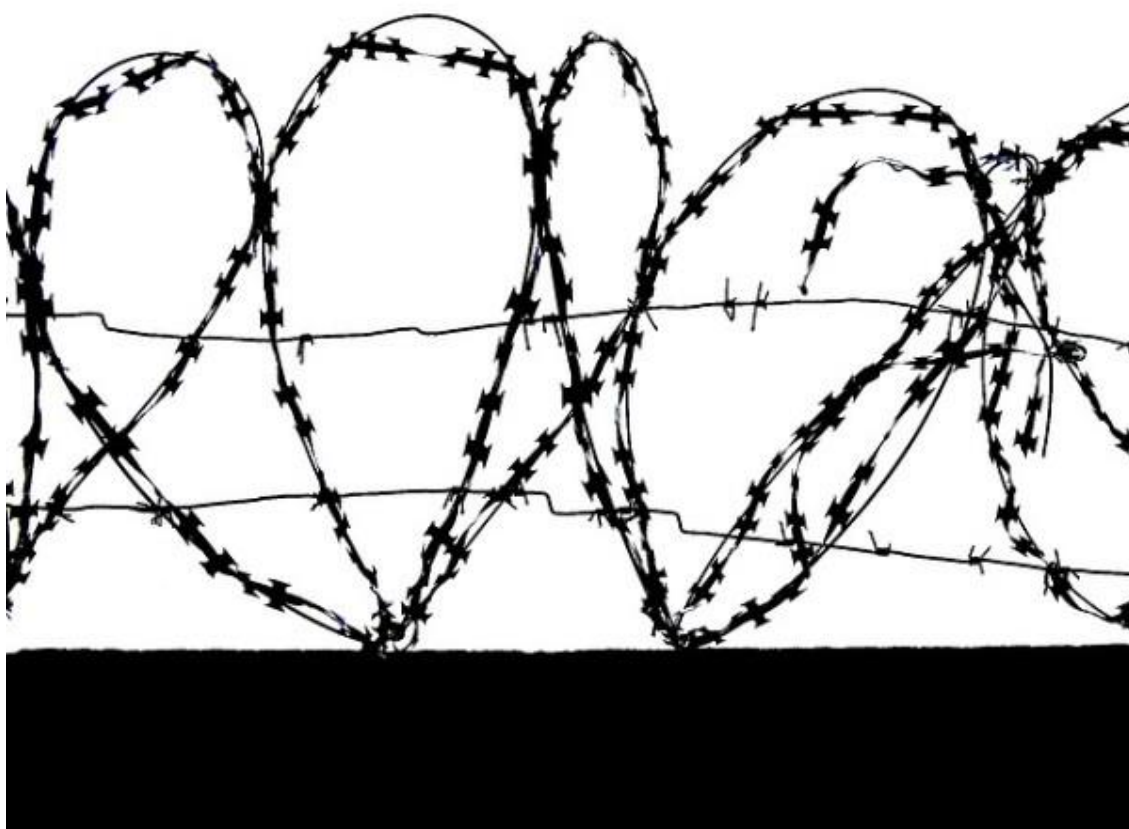
[3] Durick, H. (2013). Post-Conflict Development in Northern Uganda: The Importance of Holistically Addressing Sexual and Gender-based Violence. *University of Tennessee Honours Thesis Projects*.

[4] UN WOMEN. (2012). Effective Approaches to Addressing the Intersection of Violence Against Women and HIV/AIDS: Findings from Programmes Supported by the UN Trust Fund to End Violence Against Women. *Equity/Empowerment Policy Document*.

[5] Durick, H. (2013), *op. cit.*

Ma première fois en prison

Article écrit par Gaëtan, 9 juillet 2018



Si l'univers carcéral m'a pour une raison ou pour une autre toujours attiré, il aura fallu attendre mes 32 ans pour passer la porte d'une prison, et en Ouganda qui puis est. Malgré que j'apprenne chaque jour de l'Afrique qu'il convient mieux ne pas avoir d'attentes, je n'avais pas pu m'empêcher d'imaginer l'intérieur de ces murs austères, puisant dans Midnight

Express ses images les plus glauques. Une fois n'est pas coutume, la réalité m'aura donné tort, mais une petite contextualisation s'impose d'abord.

Les camps de déplacés qui ont accueilli jusqu'à deux millions de personnes durant la guerre civile ont mis à mal la culture Acholi, connue pour ses qualités travailleuses et guerrières et son efficace système de justice communautaire. Outre les traumatismes persistants et le taux de chômage qui atteint des sommets, ce sont bien les conflits fonciers qui créent aujourd'hui le plus de bisbilles, tournant parfois au pugilat. Sans cadastres, les appétits à l'égard des parcelles fertiles s'opposent fatalement.

En conséquence, de nombreuses personnes finissent dans les geôles locales d'une manière ou d'une autre, parfois après avoir incendié une hutte ou été accusé à tort, tout bienvenu qu'il soit de se débarrasser d'un prétendant au titre de propriété. Le système de justice moderne, construit sur les cendres d'un système millénaire administré par les anciens dont la sagesse était reconnue, ne se montre pas en mesure d'absorber la masse de conflits à gérer. Dès lors, les prisons se remplissent, les délais d'attente avant jugement crèvent le plafond, et le futur, déjà pas folichon, de toute une jeune génération perdue est sacrifié sur l'autel d'un système légal à plusieurs vitesses miné par la corruption.

C'est donc avec une grande curiosité que je passe la porte d'entrée. On nous demande très poliment de déposer nos téléphones dans un vieux carton à chaussures avant de nous rendre auprès de l'officier en charge de la canfouine. Mes collègues connaissent les lieux et l'atmosphère est bon enfant, les ougandais ne perdant généralement pas une occasion de badiner. L'officier en charge est un moustachu très sympathique et propre sur lui qui semble concerné par le bien-être de ses ouailles. L'autocollant « stop torture in prison » au-dessus de la porte attire néanmoins mon attention, ne sachant trop s'il s'agit là d'un signe positive ou d'une tentative désespérée d'améliorer le traitement des pensionnaires de cette bâtisse de correction.

A travers la fenêtre, j'aperçois la cours intérieure où vont et viennent les prisonniers, s'asseyant pour faire un brin de caouette ou sécher leurs emblématiques costumes jaunes autrefois clairs, constitués d'un t-shirt et d'un simple short. Fidèles à leurs habitudes, ça s'esclaffe même jusque dans les recoins les plus sombres de la cours. J'y aperçois aussi la classe d'école au centre, où quelques bancs protégés par des bâches jaunies par le temps accueillent les plus motivés d'entre eux pour des cours parfois donnés par des intervenants

externes, parfois par les détenus eux-mêmes. Aujourd'hui, c'est bien l'un d'entre eux qui écrit sur le tableau noir, et nombreux sont ceux qui semblent l'écouter.

Nous passons finalement le portail aux barreaux gigantesques qui séparent le quartier des officiers des malheureux embastillés. A ma grande surprise, on me dévisage presque moins que dans la rue. On s'installe à l'ombre d'un grand manguier avec une dizaine d'entre eux histoire de parler conflit, ce qui me laisse largement le temps de regarder autour de moi.

Le long d'un mur, certains se rasant la tête les uns les autres, se passant tour à tour un rasoir à lame dont je n'aurais pas cru la circulation si facile dans une prison. Un groupe de musique donne le tempo, composés compte-tenu des circonstances de bons musiciens s'exécutant sur du matériel de qualité, produit de donations et du travail des ONG locales. Beaucoup s'affèrent à la confection de sacs et de chapeaux selon une répartition des tâches qui semblent bien établie. D'autres encore discutent avec les gardiens comme s'ils étaient de vieux copains.

Mais tout n'est pas idyllique, loin s'en faut. Certains ont le regard triste et sombre, semblant croire ne plus jamais en sortir. J'entrevois l'intérieur de quelques baraquement et me réjouis de ne pas avoir à y passer la nuit ou y déposer mes étrons. Si mes impressions sont bien éloignées de mes attentes, il me faut bien constater que sous l'apparente bonne atmosphère sommeille une surpopulation carcérale qui peut rapidement s'enflammer. Le moindre désaccord peut vite tourner à l'émeute, mettant en danger tous les efforts effectués pour améliorer la vie des prisonniers ougandais.

Je me réjouis d'y retourner, et cette fois dans le cadre des formations offertes par Advance Afrika. Si être en prison est déjà en soi un calvaire, en sortir n'est pas non plus une sinécure. Certaines communautés ont bien l'intention de ne pas rendre la vie facile à ces prisonniers, tout innocent qu'ils puissent parfois être. Faciliter leur réintégration et leur donner de la motivation et de l'espoir pour la suite est dès lors une tâche importante en vue de la construction d'une société plus paisible et harmonieuse.

Soutenir Emma & Gaëtan:

CCP: 23 – 5046 – 2

IBAN: CH93 0900 0000 2300 5046 2 - SWIFT/BIC: POFICHBEXXX

Siège: Rue du Valais 9 - 1202 Genève

Mention : Emma & Gaëtan

CONTACT:

EIRENE Suisse

Correspondance: 28, Rue des Côtes-de-Montbenon - 1003 Lausanne

T:+41 22 321 85 56 | M: info@eirenesuisse.ch